

specialement de construire ou de moderniser des engins de guerre.

Il n'est jamais de l'interet de la classe ouvriere que l'etat depense de l'argent pour l'armement.

Battons-nous pour que l'etat fournisse du travail a tous les ouvriers, mais surtout pas dans le cadre de constructions militaires. Il y a tant d'autres realisations a faire pour ameliorer le sort des travailleurs.

* * * * *

NON AUX CONTRATS DE PROGRES

Si l'on en croit les editorialistes bourgeois, le gouvernement a retabli en deux mois une situation sociale assez delicate.

Chaban a retabli provisoirement la situation a l'E.G.F. en faisant reculer les centrales syndicales le 26 novembre dernier.

Pompidou a desamorce a La Haye avec la complicité de la F.N.S.E.A. le probleme paysan. Sur sa lancee, profitant d'un rapport de force favorable, Chaban propose alors au personnel de l'E.G.F. une convention.



LA CONVENTION

Le but poursuivi par la bourgeoisie est la planification, c'est-a-dire qu'elle veut savoir le plus longtemps possible a l'avance comment elle va rendre l'industrie francaise susceptible de resister a la concurrence des autres industries du marche commun. Il lui est donc imperatif de savoir quels seront ses investissements, la progression de la production, l'augmentation des prix, l'augmentation des salaires, etc...

Le but d'une telle convention est de fixer le cadre limite que ne pourront en aucun cas de-

passer les revendications syndicales: c'est la le but de la convention-integration. Mais en meme temps, et pour la meme raison, ils se doivent de limiter le droit de greve, faute de quoi le cadre fixe ne resistera pas: un evenement comme Mai 68 fout tout par terre.

Dans le cas particulier de la convention EGF, le gouvernement peut tres bien laisser supprimer le paragraphe qui limite au grand jour le droit de greve, car cette limitation est deja contenue dans la formule algebrique traitant du calcul des salaires.

En effet lorsqu'on dit que

.../...